

Crédit aux SNF – France • Juin 2022

À 6.5% en rythme annuel en juin, la croissance du crédit aux SNF couvre à la fois les besoins d'investissement et de trésorerie courante

- Le taux croissance annuel de l'encours de crédit aux sociétés non financières s'établit en juin à +6,5 % (après +5,9 % en mai et +5,4 % en avril). Cette progression reflète le dynamisme des crédits à l'investissement et la hausse des besoins de financement courant.
- La croissance du crédit à l'investissement reste forte à +7,1 % en juin, après 7,0 % en mai : en particulier la composante « équipement » se maintient à un niveau élevé (+8,4 %, après +8,5 %).
- La croissance des crédits de trésorerie s'établit à +5,9 % en juin, après 3,8 % en mai et +2,5 % en avril.

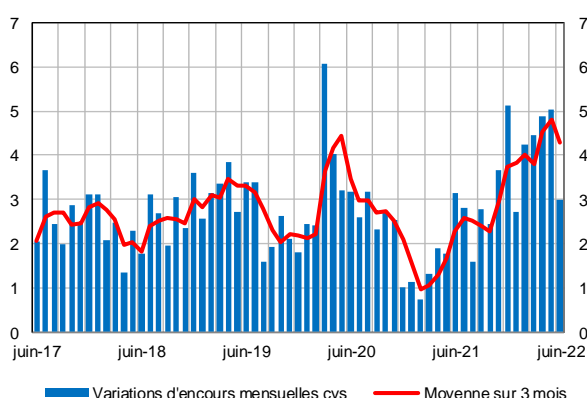
Encours et taux de croissance annuel (données non cvs)

(Encours en milliards d'euros, taux de croissance en %)

	Encours brut	Taux de croissance annuel brut		
	juin-22	avr-22	mai-22	juin-22
Total	1 284	5,4	5,9	6,5
Investissement	882	6,6	7,0	7,1
Équipement	551	7,9	8,5	8,4
Immobilier	331	4,5	4,5	4,9
Trésorerie	336	2,5	3,8	5,9
Autres	67	4,3	3,4	1,8

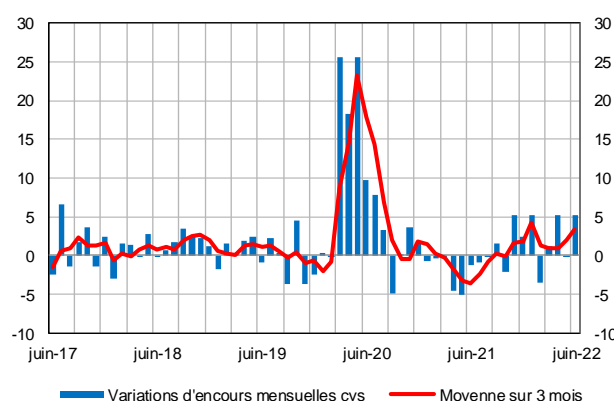
Variations mensuelles d'encours de crédits à l'équipement (données cvs-cjo*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



Variations mensuelles d'encours de crédits de trésorerie (données cvs-cjo*)

(Variations d'encours en milliards d'euros)



* Les flux nets mensuels cvs-cjo des autres crédits aux SNF ont été répartis entre investissements et trésorerie au prorata de leurs encours

Source et réalisation : BANQUE DE FRANCE – DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL



Complément

Les sociétés non financières comprennent toutes les entreprises ayant pour activité principale la production marchande de biens et services non financiers, à l'exclusion des entrepreneurs individuels. Les taux de croissance annuel sont calculés en corrigeant notamment les variations d'encours des effets de titrisation et des passages en perte de créances irrécouvrables ainsi que changements de population (à titre d'illustration un reclassement d'une contrepartie du secteur des entreprises vers celui des administrations publiques). En revanche, les effets des variations des cours de change ne sont pas corrigés dans ces données en contrevalet euros, en particulier parce qu'on ne sait pas dans quelle mesure l'endettement en devises des entreprises est couvert en change.

